Caisse nationale des allocations familliales

Les familles monoparentales

Conditions de vie, vécu et action publique

Un état des savoirs

Sous la direction de Marie-Clémence Le Pape et Clémence Helfter

La Documentation française

Caisse nationale des allocations familiales

Les familles monoparentales

Conditions de vie, vécu et action publique

Un état des savoirs

Sous la direction
de Marie-Clémence Le Pape et Clémence Helfter

Sommaire

7 **Avant-propos**
Virginie Gimbert

9 **Les autrices et auteurs**

17 **Introduction**
Un état des savoirs pluridisciplinaire pour saisir la monoparentalité dans toutes ses dimensions
Marie-Clémence Le Pape et Clémence Helfter

Première partie

25 **Toutes pareilles, toutes différentes ? Conditions de vie et vécu de la monoparentalité**

27 Chapitre 1

Les « familles monoparentales » : une catégorie statistique bien établie, assortie de nombreuses limites
Élisabeth Algava, Guillemette Buisson et Laurent Toulemon

28 I. Définition statistique : des critères simples mais d'application parfois complexe

32 II. Comparaison entre familles monoparentales et couples avec enfant(s)

41 III. La diversité des situations des familles monoparentales

45 IV. Des calendriers différenciés d'entrée et de sortie de la monoparentalité

48 V. Des situations aux limites de la catégorie

51 VI. Comparaisons internationales

59 Chapitre 2

Le travail et l'emploi dans les familles monoparentales : politiques d'activation et pauvreté laborieuse
François-Xavier Devetter et Oriane Lanseman

60 I. Les effets des politiques d'activation et des mesures sociofiscales sur la participation des parents isolés au marché du travail

69 II. La qualité des emplois des parents isolés

81 Chapitre 3

Le quotidien des pères et des mères solos : des temporalités et des espaces à réaménager
Alexandra Piesen

82 I. Entrer en parentalité solo

87 II. La parentalité solo au quotidien, entre opportunités et contraintes

99 Chapitre 4

Qui s'occupe des enfants ? La division sexuée et sociale du travail parental dans les familles monoparentales
Louise Protar et Marianne Modak

99 I. Une approche féministe et matérialiste des familles monoparentales

102 II. La prise en charge des enfants par des tiers dans les familles monoparentales : de quoi et de qui parle-t-on ?

108 III. Effets et enjeux de la délégation du travail parental

Deuxième partie

119 **Une action publique aux effets ambigus ? Les limites d'un ciblage sur la pauvreté monétaire**

121 Chapitre 5

Les politiques publiques en direction des familles monoparentales en France de 1970 à nos jours : entre solidarité et contreparties
Catherine Collombet

123 I. 1970-1985 : la mise en place de politiques familiales dédiées aux familles monoparentales

127 II. 1985-2010 : controverses et développement des contreparties

131 III. De 2010 à nos jours : renforcement de la solidarité et de l'aide au recouvrement des pensions alimentaires

141 Chapitre 6

La pension alimentaire, un dispositif-clé pour la condition économique des familles monoparentales
Émilie Biland et Isabelle Sayn

142 I. Pension alimentaire et CEEE : le cadre juridique français ?

147 II. Comment sont calculées les pensions et pourquoi sont-elles relativement basses ?

152 III. Pourquoi tous les pères n'ont pas à payer une pension tandis que les mères ne perçoivent pas toujours celles qui leur sont dues ?

159 Chapitre 7

La politique familiale en direction des parents isolés en France dans une perspective de comparaison européenne
Catherine Collombet et Antoine Math

160 I. Des situations particulières justifiant des mesures spécifiques pour les parents isolés

164 II. Les transferts sociaux et fiscaux dans une optique de redistribution

175 III. Les politiques de conciliation travail-famille et la prise en charge des jeunes enfants

185 Chapitre 8

La monoparentalité : une situation insuffisamment prise en compte dans les dispositifs d'accompagnement des parents
Jessica Pothet

186 I. L'appréhension des familles monoparentales par les politiques de soutien à la parentalité

189 II. La monoparentalité saisie par l'intervention sociale

203 Chapitre 9

De l'indifférence du droit civil à l'égard des familles monoparentales au caractère incontournable des parents isolés pour le droit non civil
Isabelle Sayn

208 I. La place modeste des familles monoparentales dans le droit civil de la famille

211 II. La construction d'une définition des familles monoparentales dans le droit non civil de la famille : l'exemple des prestations sociales

213 III. Donner une place spécifique aux familles monoparentales ? Des textes, des arguments et des controverses

219 Chapitre 10

Quelle justice pour les parents ? De la monoparentalité à l'unifiliation
Émilie Biland

220 I. Les affaires familiales, entre coparentalité symbolique et monoparentalité pratique

224 II. Pourquoi les juges des enfants se préoccupent-ils des enfants élevés par leur mère ?

227 III. Peut-on adopter sans être en couple marié hétérosexuel ?

235 Chapitre conclusif

« Familles monoparentales » : une catégorie sous tension(s)
Marie-Clémence Le Pape et Clémence Helfter

235 I. Des « familles sans nom » ? Stigmates, controverses scientifiques et polémiques politiques

239 II. Les « familles monoparentales » : une catégorie à l'intersection d'enjeux scientifiques et politiques

245 III. Deux tensions persistantes autour de la catégorie « familles monoparentales »

265 **Postface**

"Lone/one parent *families" versus "lone/single mothers"*.
L'internationalisation d'un problème public
Claude Martin

271 **Références bibliographiques**

295 **Table des tableaux et des graphiques**

297 **Table des matières**

Avant-propos

>>> Virginie Gimbert

Responsable du département recherche et valorisation scientifique, Direction des statistiques, des études et de la recherche (DSER) de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf)

Alors que les familles monoparentales font l'objet d'une attention médiatique forte depuis quelques années, l'accompagnement de la branche Famille auprès de ces publics s'est accru. Des mesures récentes (revalorisation de l'allocation de soutien familial, généralisation de l'intermédiation financière des pensions alimentaires) marquent cet engagement. La lutte contre la pauvreté des familles monoparentales est par ailleurs identifiée comme un axe prioritaire de l'action de la branche Famille pour les cinq années à venir (convention d'objectif et de gestion négociée avec l'État).

Dans un tel contexte, la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) a souhaité produire cet état des savoirs pour apporter des connaissances étayées d'un point de vue scientifique au débat public. Son conseil scientifique a confié la réalisation de cet ouvrage à Marie-Clémence Le Pape, maîtresse de conférences en sociologie à l'université Lumière Lyon 2, qui a coordonné l'ensemble de ce projet avec Clémence Helfter, sociologue et chargée de recherche à la Cnaf. Un groupe de travail a été constitué, mobilisant une quinzaine d'expert.e.s et de chercheurs et chercheuses en sociologie, anthropologie, science politique, économie et droit, afin d'explorer la littérature disponible en sciences humaines et sociales. Plusieurs journées collectives de travail entre juillet 2021 et septembre 2022, des échanges réguliers entre contributeurs et avec les coordinatrices, ainsi qu'un travail bibliographique conséquent mené de façon collective et partagée, ont contribué à la cohérence de l'ouvrage.

Cet état des savoirs réussit le pari de proposer un panorama synthétique des connaissances scientifiques les plus récentes, variant ainsi les angles d'approche sur ces situations de monoparentalité complexes à saisir. Il donne des points de repère sur les conditions de vie et le quotidien de ces parents (surtout des mères) seul.e.s avec leurs enfants en les analysant finement. Il montre également l'action publique déployée à l'égard de ces familles depuis une cinquantaine d'années (prestations monétaires, offre de services, etc.) et vient ainsi questionner les politiques publiques à destination de ces familles, notamment les politiques familiales et sociales.

Surtout, cet état des savoirs invite à revisiter nos représentations individuelles et collectives – voire nos préjugés – sur ces familles singulières par leurs trajectoires et leur vie quotidienne, marquée par des difficultés qui viennent souvent se

cumuler. À lire du début à la fin, ou bien de façon ponctuelle en sélectionnant les chapitres thématiques, cet ouvrage s'adresse d'abord aux décideurs, aux porteurs d'action publique et à l'ensemble des professionnel.le.s relevant, ou non, du domaine social. Sa lecture est à recommander à chacune et chacun d'entre nous qui croisons ces familles et croyons connaître leurs situations souvent en grande partie invisibilisées.

Cet avant-propos est l'occasion de remercier chaleureusement Marie-Clémence Le Pape et Clémence Helfter pour leur rôle décisif de coordination. La qualité de leur travail d'animation du groupe a favorisé le dialogue entre expert.e.s et le respect de leur indépendance intellectuelle. La conclusion qu'elles proposent est à saluer pour leur lecture transversale du sujet à partir des contributions de cet état des savoirs et pour son inscription dans la lignée des nombreux travaux de recherche sur les familles monoparentales déjà financés par la Cnaf.

Mes remerciements vont également à l'ensemble des autrices et auteurs de cet ouvrage pour leur engagement tout au long du projet, leurs analyses et leur souci de dialogue entre regards disciplinaires parfois éloignés les uns des autres : Élisabeth Algava, Guillemette Buisson, Catherine Collombet, François-Xavier Devetter, Émilie Biland, Oriane Lanseman, Antoine Math, Marianne Modak, Alexandra Piesen, Jessica Pothet, Louise Protar, Isabelle Sayn et Laurent Toulemon. Ces remerciements s'adressent enfin à Claude Martin, connaisseur de longue date du sujet, qui apporte dans sa postface un regard distancé et complémentaire de la conclusion.

Les autrices et auteurs

>>> Élisabeth Algava

Élisabeth Algava est actuellement cheffe du département Conditions de travail et santé à la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), service statistique du ministère du Travail. Ce département suit les évolutions de l'exposition aux risques professionnels, de l'organisation et des conditions de travail, analyse les pratiques de prévention et leurs effets ainsi que les liens entre santé, travail et itinéraires professionnels. Auparavant responsable de la section Dynamiques démographiques et familiales à l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), ses travaux récents portent sur les structures familiales et leur évolution, avec une attention particulière aux questions de mesure statistique : fécondité, familles monoparentales et recomposées, résidences alternées, etc. Cela rejoint les thématiques qu'elle a abordées au début des années 2000, sur l'allocation parent isolé, les familles monoparentales et leurs conditions de vie. Elle avait alors mis l'accent sur l'importance de resituer la monoparentalité dans les trajectoires biographiques (voir par exemple Algava Élisabeth, 2002, « Les familles monoparentales en 1999 », Ined, *Population*, vol. 57, n° 4-5, p. 733-758). Au fil des années, elle a réalisé des études et piloté des enquêtes sur de nombreux autres sujets, toujours dans la sphère sociale, notamment sur l'activité professionnelle et la vie familiale, l'immigration et les discriminations, l'enseignement supérieur, les conditions de travail et les risques psychosociaux ou encore le vieillissement (voir par exemple l'article rédigé avec Laurent Toulemon, Nathalie Blanpain et Gilles Pison, 2022, « Vieillissement démographique de la France : à quoi s'attendre d'ici un demi-siècle ? », *Après-demain*, vol. 3, n° 63, p. 4-9).

>>> Émilie Biland

Émilie Biland est professeure de sociologie à Sciences Po, au sein du Centre de sociologie des organisations. Elle est également membre de l'Institut universitaire de France et professeure associée au Département de science politique de l'Université Laval (Québec, Canada). Ses recherches croisent la sociologie du droit et la sociologie de l'action publique pour analyser la contribution des organisations et des professions aux inégalités intersectionnelles qui structurent la vie privée. Depuis 12 ans, elle travaille, au sein de plusieurs équipes de recherche (dont l'équipe JustineS, actuellement) sur le traitement juridique et judiciaire des séparations conjugales en France et au Québec. Depuis 3 ans, elle mène également une recherche comparative (France, Canada, Chili) sur les rapports au droit et à la justice des parents LGBT. Elle a publié plusieurs articles (dans *Lien social et Politiques*, *Genèses*, *Sociétés contemporaines*, *SociologieS*, *Droit et Société*) consacrés aux rôles parentaux et aux inégalités entre mères et pères à l'issue des séparations conjugales. En 2019, elle a publié l'ouvrage *Gouverner la vie privée. L'encadrement inégalitaire des séparations conjugales en France et au Québec* (ENS Éditions), qui propose notamment une analyse critique de la norme de « coparentalité » postrupture, à partir d'un examen croisé de l'encadrement par le droit privé et par le droit social des rapports, notamment économiques, entre parents.

>>> Guillemette Buisson

Guillemette Buisson est cheffe du Bureau des études et des statistiques sur les personnels de l'Éducation nationale à la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (Depp) du ministère de l'Éducation nationale, qui produit des connaissances sur les moyens humains mis au service des élèves, à travers le profil de ces personnels, leur parcours ou encore leurs conditions de travail. Précédemment adjointe à la cheffe du Bureau Jeunesse Famille à la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) du ministère de la Santé et des Solidarités, elle y réalisait et coordonnait des études et enquêtes statistiques sur les familles, notamment sur le recours et les bénéficiaires de certaines politiques familiales (congé paternité ou parental, utilisation des modes d'accueil, entre autres) et sur les conséquences des ruptures familiales (coûts et dépenses spécifiques des familles monoparentales, situation des beaux-parents, etc.). C'est à ce titre qu'elle a co-coordonné, avec Marie-Clémence Le Pape et Pauline Virot, le dossier de la *Revue française des affaires sociales* (RFAS) intitulé « Des parentalités bousculées », paru en 2019 (n° 2019/4). Auparavant en poste à l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), elle travaillait alors sur les familles avec un angle plus démographique, en particulier sur les évolutions des structures conjugales et familiales, et elle a participé notamment à la coordination de la première édition du rapport *Couples et familles*, publiée en 2015 dans la collection « Insee Références ».

>>> Catherine Collombet

Catherine Collombet est sous-directrice au sein de la Mission des relations européennes, internationales et de la coopération (Mreic) de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf). Collaboratrice scientifique auprès de France Stratégie de 2010 à 2019 et du Conseil famille du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA) depuis 2018, elle a récemment œuvré, à ce titre, à la rédaction de rapports sur la situation des familles dans les départements et régions d'Outre-mer, l'évolution des dépenses sociales et fiscales consacrées aux enfants à charge au titre de la politique familiale et sur les ruptures de couples avec enfants mineurs. Dans le cadre de ses fonctions au sein de la Mreic, elle réalise des études comparatives en matière de politiques familiale et sociale, notamment sur les modes d'accueil, les congés parentaux ou encore l'accompagnement des ruptures familiales. Sur ce dernier sujet, elle a notamment publié un article dans la revue *Informations sociales* (2022, n° 207, p. 83-93) intitulé « Les agences de recouvrement des pensions alimentaires, instruments d'une politique de soutien aux familles monoparentales » et, en 2021, « L'intermédiation dans le recouvrement des pensions alimentaires. Étude comparée du Québec, du Royaume-Uni et de la France », dans *L'e-ssentiel* (n° 202).

>>> François-Xavier Devetter

François-Xavier Devetter est professeur de sciences économiques à l'université de Lille et au sein de l'Institut Mines-Télécom (IMT) Nord Europe. Membre du Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques (Clersé), ses recherches portent d'une part sur les questions de disponibilité temporelle au travail (durée du travail, localisation et prévisibilité des horaires de travail), d'autre part sur la qualité de l'emploi dans les métiers de service considérés comme non qualifiés (services à la personne, aide à domicile, secteur de la petite enfance et de la propreté). Il a publié plusieurs articles dans diverses revues (*Cambridge Journal of Economics*, *Review of Radical Political Economy*, *Review of social Economy*, *Travail et Emploi*, etc.) sur les enjeux des emplois de services, notamment en termes d'inégalités de genre et d'inégalités de classe. En 2021 il a publié, avec Julie Valentin, l'ouvrage *Deux millions de travailleurs et des poussières* (éditions Les Petits matins) qui vise à analyser la place des emplois du nettoyage dans la dynamique des inégalités ainsi que les perspectives ouvertes par une division moins inégalitaire du travail. En 2022, il a coordonné une recherche financée par la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) sur la qualité de l'emploi et les conditions de travail des assistantes maternelles.

>>> Clémence Helfter

Sociologue de formation, Clémence Helfter a été rédactrice en chef adjointe de la revue *Informations sociales*, revue de vulgarisation des résultats de la recherche en sciences humaines et sociales éditée par la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf). Aujourd'hui chargée de recherche et d'évaluation au sein de la Direction des statistiques, des études et de la recherche (Dser) de la Cnaf, elle réalise, pilote et valorise des travaux de recherche, d'étude, d'évaluation et d'enquête, portant notamment sur l'accompagnement social et sur la petite enfance. Elle a coordonné, avec Jeanne Moeneclaey, l'appel à projets de recherche de la Cnaf (2014-2017) sur « Monoparentalité et précarité » (voir *Revue des politiques sociales et familiales*, n° 127, 2018 et *Dossier d'étude*, la collection des documents de travail de la Cnaf, n° 209 à 212, 2019 et 2020). Sur l'accueil de la petite enfance et l'accompagnement des parents dans leur travail éducatif et de soins, elle a publié, avec Pierre Moisset, « Agir pour le développement et l'épanouissement des jeunes enfants : les enseignements de l'étude de 8 dispositifs locaux », rapport paru en 2023 en *Dossier d'étude*. S'intéressant à la perspective de genre, elle a coordonné, avec Véronique Bayer, Coline Cardi et Zoé Rollin, « Des politiques sociales plus égalitaires ? De leur fabrication à leur mise en œuvre sous l'angle du genre », numéro thématique de la *Revue des politiques sociales et familiales* (n° 146-147), paru en 2023.

>>> Oriane Lanseman

Doctorante en économie à l'Institut Mines-Télécom (IMT) Nord Europe et à l'université de Lille, Oriane Lanseman est membre du Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques (Clersé). En 2019, elle a obtenu le premier prix du mémoire de Master 2 de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) pour son travail sur la pauvreté laborieuse des mères seules qui a été publié en 2021 en *Dossier d'étude* (n° 217), la collection des documents de travail de la Cnaf. Son travail de thèse porte sur les liens entre pauvreté et emploi chez les mères de familles monoparentales, dans une approche socio-économique. Elle analyse les politiques publiques et les mécanismes qui expliquent la surreprésentation de ces femmes dans les emplois non qualifiés du secteur tertiaire (services à la personne, nettoyage, hôtellerie-restauration, grande distribution), semblant les enfermer dans des situations de pauvreté et de précarité ; elle documente également leurs conditions d'emploi et de travail dans ces métiers. En parallèle de sa thèse, elle travaille au sein d'une équipe de recherche, financée par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) et l'Institut pour la recherche en santé publique (Iresp), qui étudie les stratégies innovantes en matière de régulation du champ de la perte d'autonomie et les conditions d'emploi des salarié.e.s de ce secteur.

>>> Marie-Clémence Le Pape

Sociologue de la famille, Marie-Clémence Le Pape est maîtresse de conférences à l'université Lumière Lyon 2. Depuis 2014, elle est collaboratrice extérieure au Bureau Jeunesse Famille de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) et, depuis 2019, elle intervient comme personnalité qualifiée au Conseil famille du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA). Ses travaux ont notamment porté sur le quotidien des familles populaires (alimentation, pratiques éducatives), la transformation des relations familiales avec le passage à l'âge adulte (et plus particulièrement les déterminants et les effets inégalitaires de l'aide familiale apportée aux jeunes adultes) ou encore les injonctions à la « bonne parentalité » véhiculées par les campagnes de santé publique à destination des familles. Elle s'est intéressée à la monoparentalité dans une perspective de comparaison européenne et a publié, avec Bertrand Lhommeau et Émilie Raynaud, « Les familles monoparentales en Europe : de nouvelles façons de faire famille pour de nouvelles normes ? », paru dans l'édition 2015 de *Couples et familles* (collection « Insee Références »). Elle est l'autrice, avec Jean-Hugues Déchaux, de l'ouvrage de synthèse *Sociologie de la famille* paru en 2021 dans la collection « Repères » des éditions La Découverte.

>>> Antoine Math

Économiste de formation, Antoine Math est, depuis 2001, chercheur à l'Institut de recherches économiques et sociales (Ires). Depuis 2016, il est collaborateur scientifique auprès du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA) et contribue à ce titre à de multiples notes et rapports sur les politiques publiques en direction des enfants et des familles (bilan des politiques familiales, pauvreté des familles, séparation des couples avec enfants, prestations familiales, congés aux parents, modes de garde, cantines scolaires – voir par exemple sur ce dernier sujet : « Rendre effectif le droit à la cantine scolaire pour tous les enfants ? Les solutions existent, la volonté manque », *Éclairages*, n° 13, I^re^, janvier 2019). Il a été conseiller à la Direction de la recherche, des prévisions et des statistiques (aujourd'hui Direction des statistiques, des études et de la recherche [Dser]) de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) de 1993 à 1998 puis expert détaché jusqu'en 2001 auprès de la Commission européenne (à la Direction emploi et affaires sociales). Ses travaux portent principalement sur les politiques sociales, notamment sur les systèmes de protection sociale et de santé, leurs effets au regard des inégalités sociales et les inégalités entre femmes et hommes (voir par exemple la coordination avec Anne Eydoux et Hélène Périvier du numéro 133 de *Debates and Policies*, revue de l'Observatoire français des conjonctures économiques, OFCE, « European labour markets in times of crisis. A gender perspective » en 2014), ainsi que sur les questions d'accès aux droits et de discriminations en matière de droits économiques et sociaux. Ces dernières années, il aura publié notamment sur le coût de l'enfant et les échelles d'équivalence ainsi que sur la question des budgets de référence ou revenus minimums décents.

>>> Marianne Modak

Marianne Modak est sociologue, professeure honoraire à la Haute école de travail social et de la santé de Lausanne (HETSL). Ses recherches ont été principalement orientées sur les domaines de la famille, de la parentalité et du travail social, avec un éclairage par la perspective de genre. Dans le domaine de la famille, elle a conduit des recherches sur les sentiments de justice distributive, la sociabilité, le départage de l'enfant dans les situations de séparation, la parentalité (voir par exemple l'ouvrage coécrit avec Laurence Bachmann et Pascal Éric Gaberel intitulé *Parentalité : perspectives critiques*, paru en 2016 aux éditions EESP) et la question de la reconnaissance du parent « social ». Dans le domaine du travail social, ses recherches ont porté sur le travail de care et le travail émotionnel (voir par exemple Benelli Natalie, Modak Marianne, 2010, « Analyser un objet invisible : le travail de care », *Revue française de sociologie*, vol. 51, n° 1, p. 39-60), ainsi que sur la normativité familiale des assistantes et assistants sociaux. Elle a participé à la création des Colloques internationaux francophones « Genre et travail social » dont la troisième édition a eu lieu en 2021. Elle est membre des comités de rédaction des revues *Recherches familiales* et *Nouvelles questions féministes*.

>>> Alexandra Piesen

Sociologue, chargée d'études à l'Observatoire social de la direction générale de la Direction des Solidarités (DSOL) de la Ville de Paris, Alexandra Piesen est chercheuse associée au Centre de recherche sur les liens sociaux (Cerlis) de l'université Paris-Cité. Sa thèse, dirigée par François de Singly et intitulée *Redéfinition du rôle parental au regard de la parentalité solo contemporaine,* interrogeait les conséquences de la parentalité solo sur le quotidien des parents (voir par exemple l'article « Les territoires mouvants de l'intimité : entre inégalités spatiale et temporelle. Le cas des familles solos contemporaines » publié en 2019 dans *Enfances Familles Générations,* n° 34, p. 1-21). Membre du collectif Monoparentalités et discriminations (Monodis) depuis 2018, elle a participé de 2019 à 2021 à une recherche intitulée « Les injonctions à la disponibilité parentale, une discrimination indirecte à l'égard des familles monoparentales ? », dans le cadre d'un appel à projet du secrétariat d'État chargé de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations (voir notamment Charpenel Marion, Garcia Sandrine, Piesen Alexandra et Pothet Jessica, 2021, « Les effets de la "parentalité solo" sur l'exercice des rôles parentaux et les frontières de l'enfance », *Revue des politiques sociales et familiales*, n° 138, p. 5-25).

>>> Jessica Pothet

Maîtresse de conférences en sociologie, Jessica Pothet est enseignante-chercheuse au Centre Max Weber de l'université Lumière Lyon 2 et à l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation (Inspé) de Lyon. Ses recherches croisent la sociologie de la famille, la sociologie de l'éducation et celle de l'action publique, notamment pour analyser les recompositions du travail parental et la manière dont les institutions s'en saisissent. Ses travaux visent à penser les liens existants entre le niveau politique, celui des dispositifs et celui des publics touchés par ces politiques. En 2019, elle a dirigé le projet de recherche intitulé « Les injonctions à la disponibilité parentale, une discrimination indirecte à l'égard des familles monoparentales ? » soutenu par le secrétariat d'État chargé de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations. Elle a publié plusieurs articles, dans différentes revues (*Actes de la recherche en sciences sociales*, *Genre, sexualité et société*, *Revue des politiques sociales et familiales*), consacrés au travail parental et à la manière dont les professionnel.le.s l'accompagnent. En 2023, elle publie l'ouvrage *Soutenir les parents. Injonctions, accompagnements, responsabilisation* aux Presses universitaires de Rennes (PUR), qui propose une analyse des politiques et dispositifs de soutien à la parentalité en France.

>>> Louise Protar

Louise Protar est docteure en sociologie de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Elle est l'auteure d'une thèse sur la division du travail au sein de la famille en Papouasie-Nouvelle-Guinée, intitulée *Produire le genre, fabriquer la parenté. Ethnographie du travail domestique et horticole à Kiriwina, Papouasie-Nouvelle-Guinée*. Actuellement postdoctorante à la Maison des Sciences de l'homme du Pacifique (CNRS-UPF), elle poursuit actuellement une enquête sur les pratiques familiales et leurs transformations en Polynésie française. Au croisement de la sociologie et de l'anthropologie, ses recherches s'intéressent à la parenté pratique, à l'organisation du travail et aux rapports de genre. Récemment, elle a publié un chapitre, intitulé « Quarrels, corporal punishment, and magical attacks : what is "family violence" in Kiriwina ? », qui propose une réflexion sur les conflits et la violence dans les rapports familiaux à Kiriwina, dans un ouvrage collectif consacré à la violence intrafamiliale et au changement social dans les sociétés insulaires du Pacifique (Bastide Loïs et Regnier Denis (dir.), 2022, *Family violence and social change in the Pacific islands*, Routledge).

>>> Isabelle Sayn

Isabelle Sayn est juriste, directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Centre Max Weber, université Lumière Lyon 2, et actuellement directrice adjointe scientifique de l'Institut des études et de recherche sur le droit et la justice (IERDJ). À l'origine spécialiste de droit de la famille, en particulier des solidarités familiales, elle a soutenu une thèse sur les familles monoparentales (parents isolés, foyers monoparentaux, familles unilinéaires) qui l'a conduite sur le terrain de la protection sociale et du rôle des intermédiaires du droit. Ses travaux actuels portent principalement sur les activités de justice et notamment les outils d'aide à la décision, y compris les outils algorithmiques, à l'instar de la table de référence pour le calcul de la contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants. Au sujet de cette dernière, elle a notamment publié en 2021 avec Bruno Jeandidier : « Que pensent les magistrats de la table de fixation de la contribution à l'entretien et à l'éducation de l'enfant ? », *Les Cahiers de la justice*, vol. 3, n° 3, p. 517-533. Elle a également coordonné, en 2018 avec Cécile Bourreau-Dubois, *Le traitement juridique des conséquences économiques du divorce. Une approche économique, sociologique et juridique de la prestation compensatoire*, Bruxelles, éd. Bruylant.

>>> Laurent Toulemon

Laurent Toulemon, démographe, est directeur de recherche à l'Institut national d'études démographiques (Ined). Il a dirigé l'unité de recherche Fécondité, famille, sexualité de l'Ined de 2009 à 2017 et assuré la rédaction en chef de la revue *Population* de 2008 à 2017. Il a participé à ou dirigé de nombreuses enquêtes sociodémographiques en France, sur les situations conjugales, les comportements de fécondité et de recours à la contraception et à l'interruption volontaire de grossesse. Depuis sa création en 2017, il préside le Conseil scientifique de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf), instance qui se prononce sur les orientations de la politique scientifique de la Cnaf et joue un rôle d'expert auprès de la branche Famille de la Sécurité sociale. Ses travaux actuels portent, d'une part, sur la manière dont la population et les familles sont repérées au recensement français et dans les enquêtes de la statistique publique (voir par exemple le chapitre coécrit avec Sébastien Durier et Benjamin Marteau, « Estimation des doubles comptes statistiques au recensement à partir de l'Échantillon démographique permanent », publié en 2020 dans « La qualité des estimations de population dans le recensement », Insee, *Insee Méthodes*, n° 136, p. 52-65), d'autre part, sur les comportements de fécondité et les changements familiaux en Europe (voir l'article « European countries with delayed childbearing are not those with lower fertility » coécrit avec Éva Beaujean et paru en 2021 dans *Genus*, vol. 77, n° 2). Dans le cadre d'une infrastructure de recherche inscrite sur la feuille de route européenne, il est responsable, avec Milan Bouchet-Valat, de la prochaine enquête française « Générations et Genre », enquête comparative qui aborde les histoires familiales en termes de fécondité, de vie en couple et d'activité professionnelle, ainsi que les relations familiales entre conjoints et entre générations.